

ÉLECTIONS EN RÉPUBLIQUE DU CONGO.

REGARD DE FONDEMOS:



© Daniel Beloumou Olomo / AFP — Électrice dans un bureau de vote à Brazzaville,, 15 mars 2026.

Une élection est-elle démocratique lorsque son issue est connue d'avance ?

La question se pose à propos de l'élection présidentielle de mars 2026 en République du Congo, où **Denis Sassou Nguesso**, âgé de 82 ans et **au pouvoir depuis plus de quatre décennies**, a obtenu un **cinquième mandat** avec un score respectable de 94,82 % des voix, selon les résultats annoncés à la télévision nationale.

La campagne s'est déroulée dans **un environnement politique contraint**, marqué par l'absence, le boycott ou la marginalisation de figures majeures de l'opposition, ainsi que par des restrictions des libertés politiques. **La détention prolongée des anciens candidats à la présidentielle** Jean-Marie Michel Mokoko et André Okombi Salissa, arrêtés en 2016-2017 et condamnés à vingt ans d'emprisonnement malgré de sérieuses préoccupations quant à l'équité de leurs procès, illustre davantage ces contraintes.

Comme l'a relevé Reuters, « **l'absence de suspense quant à l'issue** » du scrutin reflétait un système plus large caractérisé par une forte concentration du pouvoir et des perspectives limitées d'alternance.

Le jour du vote, **la participation est apparue modeste**, notamment à Brazzaville, suggérant non seulement un certain scepticisme, mais aussi une érosion plus profonde de la croyance dans la possibilité d'un changement politique, que ce soit par les urnes ou par la mobilisation publique. Dans des contextes où les voies institutionnelles comme celles de la rue semblent fermées, l'absence de

mobilisation devient aussi révélatrice que la contestation elle-même. **Une coupure d'internet nationale** a également été signalée, rappelant des pratiques observées lors de précédentes élections et soulevant des préoccupations quant à la transparence.

Dans ce contexte, les enjeux dépassent un résultat largement anticipé. La question n'est pas tant de savoir si une élection a eu lieu que de déterminer si elle offre un cadre crédible de choix.

Le rétablissement des conditions d'une compétition politique véritable suppose non seulement la transparence, l'accès des observateurs et des résultats vérifiables, mais aussi **la réémergence progressive de l'engagement civique**; un processus qui dépend du rétablissement à la fois de la conscience citoyenne et de la confiance dans la possibilité du changement.